Elections municipales
2014

Les enjeux

Du vote de classe au vote privatif

N°1
Octobre 2013

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS

www.cevipof.com

SciencesPo. PARIS | CEVIPOF CNRS
Centre de recherches politiques

N°1
Octobre 2013

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS

Du vote de classe au vote privatif

L'élection présidentielle de 2012, derrière sa « normalité »[1], est porteuse d'enjeux cachés. L'un d'entre eux tient à l'évolution des rapports que les citoyens entretiennent avec la politique et notamment avec le vote. Ce dernier s'organise désormais bien plus autour des intérêts privés que des intérêts collectifs. On pourra sans doute y déceler le visage de l'électeur stratège, censé hiérarchiser des choix en fonction de l'offre politique, mais cette stratégie reste indéchiffrable, tout comme l'est de plus en plus la société française. On pourra encore évoquer la personnalisation du pouvoir et le jeu des affects autour de la figure charismatique ou médiatique des leaders nationaux mais celui-ci n'est guère récent depuis l'acclamation des chefs de tribus gauloises. La nouveauté tient désormais à tout autre chose, à savoir le repliement du vote sur des dimensions relevant autant, si ce n'est plus, de la vie privée et familiale que de la situation sociale objective. Il devient difficile voire impossible de comprendre le vote en termes collectifs et encore moins en termes de classes sociales.

1/ Des classes sociales introuvables

Les analyses électorales récentes peinent aujourd'hui à démontrer l'existence d'un « vote de classe »[2]. Le paradigme marxiste hérité de la sociologie des années 1960 a toujours inscrit le vote dans la perspective plus ou moins estompée de la lutte des classes. Le vote serait resté l'effet mécanique sinon d'un rapport de classe du moins d'une identification à des intérêts collectifs : ceux des « ouvriers », des « cadres », des « fonctionnaires », etc., ces différentes catégories renvoyant à une place relativement précise dans la hiérarchie sociale des salaires et des métiers. Les recherches menées sur la liaison historique entre la classe ouvrière et le vote de gauche montrent bien cependant que cette relation se délite puisqu'une proportion importante d'ouvriers non seulement ne vote plus à gauche mais encore préfère le Front national qui est passé au détour des années 2000 au premier rang des partis représentant les plus pauvres. Bien plus, l'indice d'Alford, mesurant la spécificité de la classe ouvrière par rapport aux classes moyennes, ne cesse de baisser en France. Il n'y a rien de surprenant à cela si l'on considère qu'une proportion croissante de citoyens déclarent faire partie des classes moyennes, 42% de ceux qui estiment appartenir à une classe en 1988 mais 54% en 2012 d'après les enquêtes du Cevipof.

Le problème de fond tient évidemment au fait que la notion de classe est très difficile à définir puisqu'elle associe des éléments objectifs (une formation professionnelle, un niveau de revenu) à des éléments subjectifs (ressentir que

[1] PERRINEAU (Pascal) (dir.), *Le Vote normal : les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2013, 429 p.
[2] BÉLANGER (Éric), CAUTRÈS (Bruno), FOUCAULT (Martial), LEWIS-BECK (Michael S.) et NADEAU (Richard), « Les variables socio-économiques », *Le Vote des Français de Mitterrand à Sarkozy : 1988-1995-2002-2007*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2012, 304 p.
http://www.cairn.info/le-vote-des-francais-de-mitterrand-a-sarkozy--9782724612127.htm

l'on participe à une communauté professionnelle ou une communauté d'intérêts et à sa culture). Et cette notion est encore plus insaisissable si on lui ajoute le qualificatif de « moyen » qui peut tout autant s'interpréter comme un position moyenne aussi bien dans la hiérarchie du capital économique, du capital scolaire ou du capital social, trois dimensions qui ne sont pas nécessairement liées entre elles mais qui produisent cependant toutes de la « moyennité » par leur interaction (on peut être riche et sans diplôme ou diplômé et sans argent ou sans diplôme et sans fortune mais avec un oncle maire ou chef d'entreprise qui vous trouve un emploi, etc.).

L'utilisation de la notion de classe moyenne permet d'intégrer en un seul groupe fort vaste des profils sociaux très différents qui ne partagent ni la même culture ni les mêmes intérêts. Il n'y a rien de commun entre l'ouvrier de la RATP parti à la retraite à 55 ans et ayant hérité d'une maison de campagne en Bretagne et le jeune normalien cherchant à passer un doctorat pour échapper à l'enseignement secondaire alors qu'ils vont figurer tous deux à égalité dans un sous-échantillon « classes moyennes » d'une enquête électorale. Le flou des définitions conduit alors à dégager des résultats électoraux n'ayant au fond aucun sens. On part alors dans des sous-définitions entre classe moyenne « supérieure » et « inférieure » qui ne tranchent pas le débat. Le fait que les définitions sociales des groupes soient inappropriées renvoie à l'évolution des métiers et des trajectoires individuelles qui se sont progressivement différenciés.

La sociologie électorale doit nécessairement rester une sociologie et prendre en considération l'évolution du monde du travail au-delà des définitions communément admises depuis les années 1960 sur le paysage social, définitions qui conditionnent les discours politiques, qui sont de moins en moins perçus par des clientèles qui ne s'y reconnaissent pas ou bien soupçonnent quelque récupération corporative. Le monde des ouvriers n'est plus celui du prolétariat et de la misère des faubourgs. La technicisation croissante de la production artisanale ou industrielle le rapproche du monde des professions intermédiaires et le sépare du (et l'oppose au) milieu immigré principalement employé aux tâches les moins spécialisées et les moins gratifiantes. Le monde des cadres a subi bien des évolutions depuis les années 1960 lorsqu'on parlait de l'ère des managers comme d'un renouveau complet des relations professionnelles et d'un déclin programmé du patronat et des actionnaires. Ces évolutions ont conduit à distinguer les cadres experts des cadres hiérarchiques ayant une responsabilité réelle d'encadrement comme les cadres dirigeants ayant accès aux états-majors des grandes entreprises des cadres supérieurs ordinaires devenant alors de plus en plus moyens. Le monde des fonctionnaires est traversé quant à lui de fractures profondes liées aux métiers et au niveau de diplôme, ce qui fait que le « vote fonctionnaire » n'existe pas[3].

À l'intérieur de chaque catégorie socioprofessionnelle utilisée par la langue commune du débat politique se sont donc multipliées les différenciations. Cette fragmentation rend les grandes catégories statistiques très peu utilisables pour comprendre les recompositions à l'œuvre derrière des tendances moyennes décelées par les enquêtes.

[3] ROUBAN (Luc), « Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'État », *Revue française d'administration publique*, « Les téléservices publics », n° 146, 2013/2, pp. 465-479.

2/ La stratégie cachée de l'incohérence

Cependant, un second facteur de différenciation, bien plus difficile à déceler, vient des choix électoraux produits par les citoyens en fonction d'arbitrages le plus souvent secrets entre leurs intérêts professionnels ou patrimoniaux bien compris, ceux de leur famille et des convictions plus ou moins héritées de leurs parents ou de leur jeunesse[4]. Cette réalité la plus crue échappe évidemment aux enquêtes pour réapparaître parfois lors d'entretiens privés ou dans le cadre d'études qualitatives, bien qu'il soit très rare de voir se dévoiler les calculs personnels en public étant donné le poids de l'acceptabilité sociale de certains choix (c'est ainsi que le vote en faveur du Front national est systématiquement sous-estimé dans les enquêtes car les personnes interrogées n'osent pas l'avouer) ou même de l'absence de choix et d'intérêt pour la vie publique (le vote devenant alors un choix « pour le moins nuisible » à l'égard de ses intérêts supposés). Personne ne reconnaîtra spontanément qu'étant enseignant et dans un milieu traditionnellement de gauche, on va voter pour un candidat de droite car le patrimoine de la belle-famille subirait les effets d'une fiscalité trop forte. À l'inverse, le cadre supérieur du privé à la retraite bien content de voir ses enfants « casés » dans la fonction publique alors que le chômage fait rage sera davantage tenté de voter François Bayrou plutôt que Nicolas Sarkozy en 2012, faisant un petit pas en direction de la gauche sans toutefois renier ses valeurs de droite. Cette alchimie personnelle est indétectable par la sociologie électorale qui se borne à poser des questions standardisées permettant, certes, d'éclairer en partie les motivations objectivées des choix électoraux à partir de son positionnement politique ou de ses univers de valeurs mais sans jamais pouvoir pénétrer le for intérieur de l'électeur. L'analyse détaillée des enquêtes met au jour de nombreuses incohérences touchant de petits sous-groupes dont on ne peut réellement analyser le profil, étant donné le faible nombre de leurs effectifs ou la fragilité statistique du sous-échantillon qui n'est plus alors significatif. Mais on trouve néanmoins toujours des répondants partageant des valeurs de gauche et votant à droite ou des électeurs habituels de droite se mettant à voter au centre ou à gauche d'une élection à l'autre[5]. Les enquêtes traînent avec elles tout un cortège de « fantômes » statistiques, progressivement épurés à mesure que l'on cherche à produire des synthèses pédagogiques.

3/ La privatisation du vote

Malgré ces difficultés, il est néanmoins possible de montrer que les électeurs se décident de plus en plus sur la base de considérations personnelles et de moins en moins à partir d'une position de classe, d'un groupe de référence voire d'une situation professionnelle. L'explication du vote par les catégories perd alors de sa pertinence puisque les électeurs semblent opérer ce que l'on peut appeler un political mix qui, à l'instar de ce que les économistes appellent le policy mix (soit le compromis entre diverses dimensions budgétaires et fiscales), repose sur un compromis plus ou moins conscient entre des dimensions bien plus liées à la vie privée qu'à leur catégorie socioprofessionnelle.

Pour ce faire, on va comparer le second tour de l'élection présidentielle de 2012 à celui de 1988 sur la base des enquêtes du Cevipof[6], ce qui permet de mesurer l'évolution du vote en un quart de siècle.

[4] MUXEL (Anne), *Toi, moi et la politique : amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008, 283 p.

[5] PERRINEAU (Pascal), « Électeurs dissonants et électeurs fidèles », *Revue française de science politique*, « L'élection présidentielle de 2007 : premiers aperçus », 57 (3-4), juin-août 2007, pp. 343-352.
http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.573.0343

[6] Sources : enquête Cevipof, 1988 ; Cevipof, Présidoscopie, 2013, vague 12.

L'expérience repose sur la confrontation de deux analyses de régression logistique (Tableaux 2 et 3) analysant l'effet d'un même jeu de variables sur le résultat de l'élection. Pour comparer de manière précise ces deux élections en neutralisant les éventuels effets indésirables liés aux modes de calcul, on a utilisé exactement les mêmes variables codées de la même façon avec le même nombre de modalités et entrées dans l'analyse dans le même ordre. On a retenu deux types de variables. D'une part des variables relevant de la vie privée ou de la sphère familiale des intérêts et des valeurs (la religion, le patrimoine et la génération)[7] et, d'autre part, des variables liées à des groupes d'appartenance socio-professionnelle ou économique (la catégorie professionnelle, le secteur d'activité ou d'inactivité, le revenu du foyer et le niveau d'études)[8].

Tableau 1 – Les principales variables explicatives du vote au second tour de l'élection présidentielle (suffrages exprimés)

	1988			2012			
Rang	Variables	Wald	Sig.	Rang	Variables	Wald	Sig.
1	Religion	86	.000	1	Religion	151	.000
2	Profession	41	.000	2	Génération	49,3	.000
3	Secteur	37	.000	3	Patrimoine	30	.000
4	Patrimoine	27	.000	4	Secteur	19	.002
5	Revenu	22	.000	5	Profession	16	.014
6	Génération	17	.004	6	Etudes	14	.003
7	Etudes	2	.601	7	Revenu	6,2	.102

La comparaison des deux enquêtes montre clairement que les variables personnelles ont bien plus de pouvoir explicatif en 2012 qu'en 1988. Si l'on s'en tient au trio de tête, le vote en faveur de François Mitterrand ou de Jacques Chirac dépendait avant tout en 1988 de la religion puis, dans un ordre hiérarchique descendant, de la catégorie socioprofessionnelle et du secteur d'activité. En 2012, la religion arrive toujours en tête, et sa puissance discriminante semble encore renforcée. Elle est suivie par la génération de la personne interrogée puis par son niveau de patrimoine. Le political mix de 2012 est donc constitué de variables éminemment personnelles alors que le secteur d'activité passe en quatrième position, suivi par la catégorie socioprofessionnelle. On remarque également que le niveau de revenu, pris en tant que tel, voit sa capacité explicative du vote baisser de manière singulière dès lors, mais il faut souligner ce point essentiel, que l'on doit choisir entre un candidat de l'UMP et un candidat du PS au second tour de l'élection présidentielle. On voit bien que la déconnexion entre le niveau de revenu et le niveau de patrimoine caractérise l'analyse de 2012 contrairement à celle de 1988 qui correspond beaucoup mieux dans sa morphologie à ce que l'on peut attendre des paradigmes dominants de la sociologie électorale. L'explication peut être trouvée dans l'historicité même de l'élection présidentielle. Celle de 2012 est marquée par une inquiétude générationnelle forte concernant

[7] La variable religieuse distingue les chrétiens de toutes obédiences, les musulmans, les autres religions et les sans religion. Le patrimoine est analysé par quartiles et repose sur la conjugaison de trois dimensions particulièrement clivantes, à savoir la propriété de sa résidence principale, la propriété d'une résidence secondaire et la possession de valeurs mobilières. On considère ici que le patrimoine relève de la sphère privée, même s'il implique d'évidents effets de classement social car au-delà de sa détention apparaît dans le débat politique la question cruciale de sa transmission et de sa sauvegarde. On pourrait ajouter que le patrimoine peut se cacher comme l'a montré l'affaire Cahuzac, après bien d'autres. La génération repose sur un découpage sociopolitique des générations construit à partir de la génération de 1968 (ceux qui avaient entre 16 et 26 ans en 1968) afin de distinguer des cohortes ayant un sens et se répartissant suivant un schéma décennal. On peut certes contester la qualité subjective de l'appartenance générationnelle mais il nous semble que celle-ci renvoie d'une part à un registre affectif et familial et donc à un rattachement culturel et d'autre part à des fenêtres d'opportunité économique que les acteurs ont pu ou su utiliser dans leur vie professionnelle.

[8] La variable professionnelle identifie les principales catégories en y intégrant une modalité concernant les inactifs. Elle se compose ainsi de sept modalités : les agriculteurs, les artisans-commerçants, les cadres et professions libérales, les professions intermédiaires, les employés, les inactifs et les ouvriers. La variable intégrant les secteurs d'activité permet de prendre en considération les chômeurs et les retraités. Elle se compose des modalités suivantes : salariés actifs du public, indépendants actifs, salariés actifs du privé, chômeurs, inactifs (au foyer, handicapés et étudiants) et retraités. Le revenu est analysé par quartiles. Le niveau d'études est divisé en quatre modalités : diplôme inférieur au baccalauréat, niveau baccalauréat, niveau bac + 2 et niveau supérieur à Bac + 2.

l'avenir des familles dans un contexte de crise économique durable et par la remise en cause fort probable des situations sociales acquises par les générations les plus chanceuses qui ont pu partir à la retraite dans de bonnes conditions. C'est bien la question du capital économique acquis, espéré ou inexistant qui motive l'électeur bien plus qu'un revenu qui ne dit rien ni du taux d'endettement des ménages ni de l'augmentation des prix de l'immobilier en période d'inflation basse.

Le poids déterminant des variables personnelles ou relevant de la vie privée caractérise donc l'élection présidentielle de 2012, du moins au second tour lorsqu'il s'agit d'éliminer l'un des deux candidats. On peut interpréter cette évolution de plusieurs manières, soit par un choix égoïste dicté par des conditions économiques difficiles rendant l'avenir incertain, soit par l'effet mécanique de la fragmentation des univers professionnels. On peut encore penser que le poids décisif du patrimoine vient confirmer une fracture profonde car générationnelle entre les possédants et les autres, non pas une lutte de classes mais une opposition frontale entre deux France qui nous renvoie dans une certaine mesure au paysage social du XIXe siècle.

Il reste que ces résultats, qui méritent évidemment d'être approfondis et confirmés par d'autres études[9], indiquent que la compilation de données statistiques par grandes catégories ne produit plus guère de sens et que l'alchimie privative du vote ouvre la voie non seulement à des pratiques politiques nouvelles, pour autant que le personnel politique ait conscience de cette évolution, mais encore à des recherches sur les conditions réelles de la décision électorale.

Au final, il reste que la société politique française, contrairement à toute attente, s'est considérablement opacifiée en 25 ans malgré tous les efforts pour « objectiver » et multiplier les débats de société.

Pour aller plus loin :

> BÉLANGER (Éric), CAUTRÈS (Bruno), FOUCAULT (Martial), LEWIS-BECK (Michael S.) et NADEAU (Richard), *Le Vote des Français de Mitterrand à Sarkozy : 1988-1995-2002-2007*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2012, 304 p. http://www.cairn.info/le-vote-des-francais-de-mitterrand-a-sarkozy--9782724612127.htm Notamment le chapitre 2 : « Les variables socio-économiques ».

> MAYER (Nonna), « Que reste-t-il du vote de classe ? », Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), *La Politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 287-310.

> MUXEL (Anne), *Toi, moi et la politique : amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008, 283 p.

> PERRINEAU (Pascal), « Électeurs dissonants et électeurs fidèles », *Revue française de science politique*, « L'élection présidentielle de 2007 : premiers aperçus », 57 (3-4), juin-août 2007, pp. 343-352. http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.573.0343

> PERRINEAU (Pascal) (dir.), *Le Vote normal : les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2013, 429 p.

> ROUBAN (Luc), « Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'État », *Revue française d'administration publique*, « Les téléservices publics », n° 146, 2013/2, pp. 465-479. http://dx.doi.org/10.3917/rfap.146.0465

[9] Un contrôle effectué sur l'enquête post-électorale téléphonique du Cevipof en 2012 donne les mêmes résultats, la religion arrivant toujours en tête avec la génération pour expliquer le plus les variations dans le vote au second tour de la présidentielle. De la même façon, l'appartenance professionnelle ou le secteur d'activité ne semblent plus pertinents et présentent des taux de significativité très mauvais. La seule différence tient au poids plus important du niveau d'études qui arrive en troisième position, juste avant le patrimoine.

Les analyses de régression

Le modèle de référence est construit sur la base d'un électeur ouvrier à la retraite de plus de 70 ans, sans religion, figurant en bas de l'échelle de patrimoine (quartile 1), en bas de l'échelle de revenu familial (quartile 1) et dont le niveau d'études est inférieur au baccalauréat.

Tableau 2 : Présidentielle 1988, second tour en suffrages exprimés. Variable dépendante : vote en faveur de François Mitterrand

Variables dans l'équation							
		A	E.S.	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Etape 1[a]	**RELIGION**			86,814	3	,000	
	Chrétiens	-1,544	,170	82,699	1	,000	,214
	Musulmans	,174	1,072	,026	1	,871	1,190
	Autres religions	-,961	,353	7,403	1	,007	,383
	PATRIMOINE			27,345	3	,000	
	Quartile 4	-,799	,219	13,364	1	,000	,450
	Quartile 3	-,601	,125	23,178	1	,000	,548
	Quartile 2	-,276	,103	7,153	1	,007	,759
	REVENU			22,021	3	,000	
	Quartile 4	-,643	,166	14,941	1	,000	,526
	Quartile 3	-,392	,122	10,270	1	,001	,675
	Quartile 2	-,028	,130	,045	1	,833	,973
	GÉNÉRATION			17,219	5	,004	
	18-27 ans	,874	,233	14,066	1	,000	2,396
	28-35 ans	,896	,234	14,701	1	,000	2,450
	36-46 ans (génération 68)	,840	,230	13,301	1	,000	2,316
	47-59 ans	,632	,214	8,720	1	,003	1,881
	60-70 ans	,403	,163	6,129	1	,013	1,496
	PROFESSION			41,211	6	,000	
	Agriculteurs	-1,087	,230	22,412	1	,000	,337
	Art-commerçants	-,417	,222	3,552	1	,059	,659
	Cadres	-,402	,211	3,608	1	,057	,669
	Professions intermédiaires	-,565	,147	14,835	1	,000	,568
	Employés	-,563	,119	22,467	1	,000	,569
	Inactifs	-1,472	,697	4,458	1	,035	,229
	SECTEUR			37,498	5	,000	
	Public	,254	,199	1,634	1	,201	1,289
	Salariés du privé	-,949	,241	15,497	1	,000	,387
	Indépendants	-,191	,187	1,043	1	,307	,826
	Chômeurs	,144	,256	,317	1	,573	1,155
	Inactifs	,556	,714	,606	1	,436	1,744
	ÉTUDES			1,866	3	,601	
	Supérieures à Bac+2	-,119	,191	,389	1	,533	,888
	Bac+2	-,053	,164	,103	1	,748	,949
	Baccalauréat	,137	,144	,895	1	,344	1,146
	Constante	2,347	,239	96,462	1	,000	10,450

a. Variable(s) entrées à l'étape 1 : relig2, pat2, revenu2, gen68, pro2, sect2, etud2.

Tableau 3 : Présidentielle 2012, second tour en suffrages exprimés. Variable dépendante : vote en faveur de François Hollande

Variables dans l'équation							
		A	E.S.	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Etape 1[a]	**RELIGION**			151,463	3	,000	
	Chrétiens	-1,003	,086	136,290	1	,000	,367
	Musulmans	1,678	,611	7,532	1	,006	5,356
	Autres religions	-,261	,310	,706	1	,401	,771
	PATRIMOINE			30,203	3	,000	
	Quartile 4	-,836	,239	12,256	1	,000	,433
	Quartile 3	-,729	,140	27,262	1	,000	,483
	Quartile 2	-,323	,103	9,927	1	,002	,724
	REVENU			6,208	3	,102	
	Quartile 4	-,378	,158	5,702	1	,017	,685
	Quartile 3	-,175	,118	2,187	1	,139	,839
	Quartile 2	-,073	,107	,475	1	,491	,929
	GÉNÉRATION			49,393	5	,000	
	18-29 ans	,223	,340	,432	1	,511	1,250
	30-39 ans	,177	,335	,280	1	,597	1,194
	40-49 ans	,255	,336	,577	1	,448	1,291
	50-59 ans	,898	,314	8,155	1	,004	2,454
	60-70 ans (génération 68)	,011	,283	,001	1	,970	1,011
	PROFESSION			15,983	6	,014	
	Agriculteurs	-1,629	,513	10,086	1	,001	,196
	Art-commerçants	-,633	,274	5,348	1	,021	,531
	Cadres	-,280	,189	2,187	1	,139	,756
	Professions intermédiaires	-,130	,162	,647	1	,421	,878
	Employés	-,296	,149	3,956	1	,047	,744
	Inactifs	,520	,576	,814	1	,367	1,682
	SECTEUR			19,161	5	,002	
	Public	,288	,183	2,479	1	,115	1,334
	Salariés du privé	-,233	,172	1,837	1	,175	,792
	Indépendants	-,321	,280	1,316	1	,251	,725
	Chômeurs	-,172	,257	,448	1	,503	,842
	Inactifs	-,858	,593	2,096	1	,148	,424
	ÉTUDES			14,139	3	,003	
	Supérieures à Bac+2	,494	,138	12,818	1	,000	1,638
	Bac+2	,116	,120	,943	1	,331	1,123
	Baccalauréat	,155	,116	1,792	1	,181	1,168
	Constante	1,110	,324	11,701	1	,001	3,033

a. Variable(s) entrées à l'étape 1 : relig2, pat2, revenu2, gen68, pro2, sect2, etud2.